

L'ALCOOL, **PIRE** QU'E L'HÉROÏNE

SANTÉ Une étude montre que la boisson génère plus de dégâts que les stupéfiants, alors que le Parlement coupe dans le budget de la prévention. Action de sensibilisation nationale cette semaine.

Quelque 14,4% des Romands boivent chaque jour. Et 57,9% au moins une fois par semaine. Au niveau national, une personne sur cinq a une consommation à risque, c'est-à-dire qu'elle met en danger sa santé et

celle des autres. C'est dans ce contexte alarmant que se tient jusqu'à dimanche la deuxième semaine nationale de l'alcool. Thème choisi par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP): «Je parle d'alcool», dans le but de lancer la discussion au sein de la population.

L'enjeu est de taille. Une étude menée en France et publiée en 2012 montre que l'alcool est le produit qui cause le plus de dommages, au niveau de l'individu mais aussi de la société. Devançant l'héroïne, la cocaïne et tabac, cannabis, amphétamines, ecstasy et jeu. Des résultats largement valables pour la Suisse, où environ 2000 personnes meurent chaque année en raison de l'abus d'alcool. 27 000 individus sont hospitalisés et des dizaines de milliers d'enfants vivent dans une famille

avec un parent alcoolodépendant. Côté finances, la boisson coûte à la collectivité 6,7 milliards de francs par an, contre 4,1 milliards imputables aux drogues illégales.

Thierry Favrod-Coune, responsable Alcool au service de médecine de premier recours aux HUG, à Genève, n'est absolument pas surpris par les résultats de cette étude. «Au vu du nombre de consommateurs d'alcool – 85% des gens –, l'ampleur des dommages est logique. La boisson est très banalisée. Elle est légale, naturelle (donc la population s'en méfie moins que les produits synthétiques comme l'ecstasy) et est très connue dans notre culture, contrairement aux halluci-

nogènes par exemple.» Aux yeux du chef de clinique, tous ces facteurs contribuent à induire les consommateurs en erreur et à sous-évaluer les risques.

Trop grande tolérance

Olivier Guénat, commandant de la police cantonale jurassienne, partage le même constat. «En Suisse, le problème est largement sous-estimé. On sait que l'alcool est le produit qui cause le plus de dommages, mais c'est avec la boisson qu'on fait le plus preuve de tolérance! Il faut que les choses changent!» Olivier Guénat dit être confronté tous les jours aux ravages de l'alcool. Il cite les troubles à l'ordre public, les bagarres, les accidents de la circulation, «les comas et les jeunes qu'on ramasse dans la rue», sans parler «des perquisitions où l'on voit des personnes avec des centaines de bouteilles chez elles». Pourquoi ne s'occupe-t-on pas davantage du problème? «S'attaquer à l'alcool dans un pays fortement viticole est peut-être suicidaire pour la classe politique. C'est un réel frein», répond le policier.

L'OFSP prend-il suffisamment le problème au sérieux? «Le tabac, l'alcool, le surpoids et le manque d'activité physique sont les facteurs de risque les plus importants dans les maladies non transmissibles. C'est un important problème de santé publique sur lequel nous travaillons», se défend Gabriela Scherer, cocheffe de la section Alcool, qui ajoute que c'est le Parlement qui décide des mesures à prendre. Justement, les Chambres fédérales planchent en ce

moment sur la révision de la loi sur l'alcool. Le Conseil des Etats a déjà rendu sa copie, étudiée en ce moment par la Commission de l'économie du National. Un projet qui suscite une grande inquiétude chez les acteurs de la santé et les associations. Le texte prévoit en effet de réduire de 11% les moyens alloués à la prévention, et les spiritueux pourraient désormais être proposés à prix cassés lors des happy-hours (jusqu'à présent seuls le vin et la bière étaient concernés). René Imoberdorf, conseiller aux Etats (PDC/VS), justifie son vote: «C'est toujours difficile de savoir si la prévention est efficace ou non. Elle est nécessaire, mais on en fait déjà assez. Je crois que ça suffit.»

Intérêts économiques protégés

Pour Thierry Favrod-Coune, ce sont clairement les milieux économiques qui ont remporté la bataille contre les intérêts de santé publique. «Quand on touche à l'alcool, on fait toujours face à une énorme résistance. Les mesures sévères prises contre le tabac, avec les résultats concluants que l'on sait, auraient été impossibles pour la boisson.»

Même déception chez Marina Carobbio, conseillère nationale (PS/TI) et présidente de la plate-forme Coordination politique des addictions. «Le fait que cette révision soit traitée par la Commission de l'économie est révélateur. On privilégie une vision comptable au détriment d'une vision sociale.» Pour la médecin généraliste, il s'agit d'une vraie contradiction: «Tout le monde parle notamment des violences engen-



Peter Daxley/Getty Images

drées par l'alcool chez les jeunes, mais personne ne fait rien!» Et pourtant, rappelle-t-elle, l'alcool reste la troisième cause de mortalité en Europe.

● **CLÉA FAVRE**

clea.favre@lematin.ch

LIRE L'ÉDITO EN PAGE 2

LA QUESTION DU JOUR

Etes-vous d'accord avec la baisse prévue du montant alloué à la prévention?

debat.lematin.ch



«Le problème est largement sous-estimé en Suisse»

Olivier Guénat, commandant de la police cantonale jurassienne

Sébastien Anex



Yvain Genevay